

aux objections contre les expropriations, le ministre doit présenter une déclaration exposant ses raisons pour passer outre à ces objections. Je demande au ministre quand la Chambre ou les intéressés peuvent compter recevoir une telle déclaration.

M. Dubé: Monsieur l'Orateur, habituellement on envoie la déclaration par courrier aux intéressés.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RÉPONSE DE LA FRANCE À LA RÉCLAMATION RELATIVE AUX DÉGÂTS CAUSÉS AU «GREENPEACE III»

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de ce que ce soit aujourd'hui la fête de Fraser Valley. Ma question a trait à la réclamation qu'a présentée le capitaine David McTaggart contre le gouvernement français pour dommages occasionnés à son navire *Greenpeace III* lorsqu'il a été éperonné par un navire de guerre français dans les mers du Sud le 30 juin 1972. Je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si le gouvernement français a répondu et reconnu sa responsabilité pour les dommages occasionnés au *Greenpeace III*, l'incident ayant eu lieu dans des eaux internationales?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. On nous informe que le gouvernement français a formulé une réponse à la réclamation du capitaine McTaggart. Le retard proviendrait de la formation d'un nouveau gouvernement français. Nous maintenons le contact et nous nous efforçons de faire acheminer la réponse le plus rapidement possible.

* * *

LA SANTÉ

LA PÉNURIE DE RADIOTHÉRAPEUTES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. En réponse à une question sur la grave pénurie de radiothérapeutes, le ministre a dit qu'il avait discuté du problème avec ses collègues des provinces et qu'il faudrait quelque temps pour y remédier. Le ministre sait-il que plus de la moitié des radiothérapeutes au Canada viennent de l'étranger et quelles dispositions prend-on pour tâcher de trouver dans ces pays des candidats que l'on pourrait faire venir chez nous pour le traitement du cancer?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, je répondrai à la première partie de la question par l'affirmative. Quant à la deuxième partie de la question, l'honorable député connaît aussi bien que moi les règlements relatifs à l'immigration, et sait qu'un très grand nombre de médecins, de toutes les parties du monde, émigrent au Canada. Mon collègue, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, pourrait donner une réponse plus précise quant à l'application de ces règlements et à la possibilité de faciliter davantage l'entrée de médecins au pays.

Questions orales

[Traduction]

M. Rynard: Une question supplémentaire. Comme le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social fait partie du cabinet, voudrait-il lui transmettre ce message?

M. Lalonde: C'est chose faite, monsieur l'Orateur.

* * *

RADIO-CANADA

LES PLAINTES AU SUJET DE CERTAINS PROGRAMMES NUISIBLES AUX ENFANTS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. A-t-il reçu dernièrement des plaintes de parents qui s'inquiètent de la teneur de programmes de Radio-Canada durant les heures où normalement les enfants regardent la télévision, c'est-à-dire entre 4 heures de l'après-midi et 9 heures du soir? Les griefs en question portent sur l'abus de l'alcool, des scènes de violence et des obscénités.

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de la chose. J'y verrai volontiers.

* * *

LES JEUNES

DEMANDE DE DÉPÔT DU RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE

M. Heward Graftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le ministre peut-il nous dire pourquoi il empêche la publication du rapport d'évaluation sur le programme de Perspectives-Jeunesse?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Oui, monsieur l'Orateur. On a expliqué la chose il y a au moins deux semaines. Il s'agit d'un document réservé à l'usage du ministère.

M. Graftey: Monsieur l'Orateur, je n'ai pu entendre le ministre. Je crains de n'avoir pas saisi sa réponse.

M. Faulkner: Monsieur l'Orateur, l'explication fut donnée à ce sujet il y a une semaine et demie je pense, par le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé. Le document est réservé à l'usage du ministère.

M. Graftey: Une question supplémentaire. Le ministre cherche-t-il maintenant à obtenir l'approbation et l'appui du Parlement pour ce programme qui se chiffre dans les millions de dollars, qui devient permanent et qui semble secret?

M. Faulkner: Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que c'est l'un des programmes les plus ouverts que nous ayons.

M. Graftey: Je signale au ministre que ce programme n'est vraiment pas ouvert.

[Français]

M. l'Orateur: L'honorable député de Montréal-Bourassa.

Je m'excuse auprès de l'honorable député de Montréal-Bourassa. L'honorable député de Brome-Missisquoi voudrait-il reprendre son siège? Je m'excuse auprès de l'ho-